Proposition de loi des Insoumis « pour une bifurcation écologique et solidaire pour aller vers les jours heureux »

écrit par super-resistant2017 | 15 février 2020

.

En recherchant combien de députés avaient voté le budget de la France au profit de l'UE (52 pour et 5 contre), j'ai découvert cette proposition de la LFI.
Je les croyais incultes mais je m'aperçois qu'ils ont aussi lu Aldous Huxley en plus de Georges Orwell. Plus une dose des plans quinquennaux chers à la défunte URSS où on crevait de faim.

.

Résumons :

Tous fonctionnaires ! Mode de vie imposé en fonction des paramètres du bonheur et du bien-être défini par les adeptes

de Mélenchon. Fin du nucléaire, évidemment ! Faut pas leur demander d'avoir les pieds sur terre, ils ont envie apparemment de faire concurrence à l'Allemagne en ré-ouvrant les mines de charbon….

.

Après un long préambule expliquant la nécessité d'une bifurcation écologique et solidaire pour aller vers les jours heureux, voici leurs propositions :

Cette assemblée déclare qu'il est du devoir de la France de réorienter les ressources de l'État dans la perspective d'une bifurcation écologique à la hauteur des enjeux.

Elle plaide pour la mise en œuvre concrète d'un principe de règle verte au sommet de la hiérarchie des normes, qui impose de ne pas prélever sur la nature plus de ressources renouvelables que ce qu'elle peut reconstituer en un an, ni produire plus, y compris de déchets, que ce qu'elle peut supporter.

Elle invite en outre le Gouvernement à soumettre à l'Assemblée nationale des mesures urgentes qui permettront d'engager une bifurcation écologique concrète pour réouvrir l'horizon des possibles et renouer avec les jours heureux.

Ces mesures, réparties en quatre grands axes non exhaustifs, pourraient constituer une feuille de route.

Responsabilité de l'État, justice sociale et démocratie

– Dégager les objectifs de la bifurcation écologique des contraintes des marchés financiers et rompre la dépendance aux marchés en subordonnant le commerce et les investissements internationaux à la soutenabilité environnementale ;

– Engager un processus de protectionnisme solidaire, qui

implique la relocalisation, la décarbonation industrielle (par exemple en opérant une bifurcation vers l'éco-construction), et une nouvelle politique de coopération internationale basée sur le respect des droits humains, sociaux et environnementaux ainsi que l'échange de technologie et de savoirs ;

– Se doter d'un appareil statistique qui intègre à tous les niveaux les impacts environnementaux et calculer les émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation de produits pour fortement diminuer la dépendance écologique de l'Europe.

Définition des besoins désirables

– Organiser un partage des richesses indissociable d'une réappropriation des biens communs tels que l'eau et l'énergie et de la mise en oeuvre de la gratuité des premières quantités indispensables à la vie qui assure à chaque citoyen·ne une vie digne et saine ;

– Créer de nouveaux indicateurs pour redéfinir ce qu'est le bien-être en tenant compte de toutes ses composantes : santé, éducation, liens sociaux, y compris le droit au repos, à la quiétude, au ralentissement, à la déconnexion, qui viendront nourrir la délibération démocratique participative sur les modes de consommation ;

– Lutter contre la publicité qui envahit nos vies et stopper la société du tout jetable.

Planification écologique

– Mettre en place un programme d'investissements publics massif en faveur des énergies renouvelables, d'infrastructures propres, de désinvestissement des énergies fossiles et nucléaires ainsi qu'en faveur des rénovations thermiques des logements ;

– Passer à l'agriculture paysanne et écologique en subventionnant les agricultrices et agriculteurs qui souhaitent se reconvertir et leur garantir un revenu digne non dépendant de la grande distribution ;

– Mettre en œuvre une décroissance dans l'usage des ressources naturelles et engager des mesures de préservation/restauration des écosystèmes.

De nouvelles conquêtes sociales

– Créer les emplois écologiques et de liens sociaux nécessaires pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyennes et citoyens de façon à respecter le principe constitutionnel du « *droit d'obtenir un emploi* » ;

– Réduire le temps de travail avec notamment une 6ème semaine de congés payés pour « travailler toutes et tous et travailler mieux », qui est la politique la plus juste, la plus efficace et la moins coûteuse contre le chômage ;

– Réformer les cursus de formation pour adapter le nombre de professionnels dans tous les secteurs et à toutes les échelles aux enjeux de la bifurcation écologique et solidaire ;

– Renforcer et étendre la puissance publique en créant des emplois dans le secteur public afin que l'État puisse garder une expertise publique forte, et ainsi lutter contre les forces privées, mais aussi étendre les réseaux et services publics.

[1] () "*Counting the cost 2019 : a year of climate breakdown*", rapport de l'ONG Christian Aid, 27 décembre 2019.

http://www.assemblee-nationale.fr/15/propositions/pion2593.asp

http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/propositions/pion2

593.pdf

Rien que le titre mérite attention!

PROPOSITION DE RÉSOLUTION déclarant la nécessité d’une bifurcation écologique et solidaire pour aller vers les jours heureux/

Sans commentaire…